

## **Le Collège royal lance un appel à l'action pour améliorer le soutien à la petite enfance au Canada**

OTTAWA, 12 NOVEMBRE 2014 – Dans un nouvel énoncé de position publié aujourd'hui, le Collège royal des médecins et chirurgiens du Canada a affirmé que notre système de soutien de la petite enfance accuse un retard considérable par rapport à d'autres pays et qu'il est urgent d'agir.

Le Collège royal et ses partenaires ont formulé 15 recommandations afin d'améliorer la santé et le bien-être des enfants canadiens, parmi lesquelles figurent une augmentation du financement public et un soutien accru pour les parents.

« La petite enfance est la période de la vie la plus importante sur le plan du développement et notre approche actuelle est inadéquate », précise le Dr Andrew Padmos, directeur général du Collège royal. « Le Canada peut et doit être un chef de file dans ce domaine. »

Le système canadien d'éducation et de soins de la petite enfance accuse un retard important par rapport à d'autres pays développés; il partage le dernier rang parmi 25 pays membres de l'OCDE, selon des indicateurs de cette organisation. Les dépenses actuelles du Canada sont inférieures à la norme de l'OCDE (un pour cent du PIB), les montants étant en majorité consacrés au programme mis en place au Québec.

Des étapes essentielles du développement physique et cognitif surviennent entre la naissance et l'âge de six ans. Selon des recherches, 90 pour cent du cerveau est développé avant l'âge de cinq ans, avant même que de nombreux enfants n'entrent à la maternelle.

Les événements néfastes comme la violence physique, la négligence, la pauvreté ou un stress néfaste prolongé peuvent avoir des conséquences sur le développement du cerveau. Ces enfants risquent davantage de souffrir d'obésité, de diabète, de divers cancers, de dépendance et de maladies mentales.

« Le Canada doit tenir un dialogue national sur le soutien apporté au développement des jeunes enfants », a déclaré le Dr Robin Williams, président élu de la Société canadienne de pédiatrie. « Les gouvernements jouent un rôle essentiel en créant des communautés qui se soucient des enfants et en assurant la protection de ceux-ci contre l'adversité. Nous devons aussi savoir comment les enfants se portent; nous pourrions ainsi surveiller leur progression et mieux évaluer nos investissements. »

Formulées avec divers partenaires de la santé, les recommandations du Collège royal proposent des solutions pratiques pour contribuer à l'amélioration de l'éducation et des soins de la petite enfance au Canada. En voici quelques-unes :

1. Que le gouvernement fédéral s'engage à augmenter le financement consacré au développement de la petite enfance, jusqu'à 1 % du PIB, pour que le Canada soit comparable à d'autres pays membres de l'OCDE.
2. Que le gouvernement fédéral, avec les administrations provinciales et territoriales, mette en œuvre un système de développement de la petite enfance et offre un

soutien aux familles, incluant les enfants et les familles autochtones vivant ou non sur une réserve.

3. Que des programmes de visite à domicile soient offerts à toutes les familles canadiennes vulnérables. Ces programmes assurent un soutien parental, renseignent les parents, favorisent les bonnes pratiques parentales et contribuent à surveiller les signes de violence et de négligence envers les enfants.

« Les responsables de notre système de santé consacrent d'énormes ressources au traitement de l'obésité, du diabète et d'autres troubles de santé, mais la recherche montre que les investissements effectués en début de vie s'avèrent plus rentables », ajoute le Dr Cecil Rorabeck, président du Collège royal des médecins et chirurgiens du Canada. « Ces recommandations se veulent être un appel à l'action dans l'ensemble du pays. »

Le Collège royal a rédigé cet énoncé de position en collaboration avec des représentants du Collège des médecins de famille du Canada, de l'Association médicale canadienne, de la Société canadienne de pédiatrie, de l'Association canadienne des centres de santé pédiatriques, et d'autres associations et partenaires universitaires.

Vous trouverez la liste des 15 recommandations dans notre [énoncé de position](#).

#

*Personnes-ressources auprès des médias :*

Tom McMillan,  
Spécialiste principal, Collège royal  
T : 613-730-8177 poste 474  
C : 613-218-9570  
[tmcmillan@collegeroyal.ca](mailto:tmcmillan@collegeroyal.ca)